

Trans
continentales

Transcontinentales

Sociétés, idéologies, système mondial

6 | 2008

Mémoires et nations

La question de la mémoire postcoloniale

The Issue of Postcolonial Memory

Marie-Claude Smouts



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/627>

ISBN : 978-2-7351-1561-7

ISSN : 1775-397X

Éditeur

Editions de la maison des sciences de l'homme

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2008

Pagination : 91-94

ISBN : 978-2-200-92511-6

ISSN : 1950-1684

Référence électronique

Marie-Claude Smouts, « La question de la mémoire postcoloniale », *Transcontinentales* [En ligne], 6 | 2008, document 6, mis en ligne le 06 avril 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/627>

Tous droits réservés

La question de la mémoire postcoloniale

Marie-Claude Smouts

Dans sa conférence inaugurale au colloque « Présences du passé », Marie-Claire Lavabre nous a rappelé que le phénomène mémoriel avait pris une dimension inédite au milieu des années 1970¹. En France, jusqu'à tout récemment, ce phénomène laissait de côté la mémoire coloniale. Sur l'empreinte du fait colonial (la « situation coloniale » analysée par Georges Balandier), sur la prise en compte du poids du passé dans les rapports sociaux du présent, sur l'histoire dialectique vécue par les colonies et la métropole, le silence pesait. L'éclipse de mémoire était patente.

Pourtant, il existait un mot pour désigner cela : « postcolonial ». Il y avait un corpus, les « études postcoloniales » (*postcolonial studies*) : un ensemble de recherches, de revues, d'enseignements autour du fait colonial et de son héritage, qui s'était constitué comme une spécialité dans les universités anglophones depuis les années 1980. Cet ensemble était né autour de la littérature, dans les départements de littérature comparée, pour désigner le courant littéraire qui avait émergé de l'expérience coloniale et s'affirmait en prenant pour thème les tensions avec le pouvoir colonial et les déchirures intimes qui s'ensuivent.

Dans le monde anglophone (Australie, Angleterre, États-Unis), l'intérêt pour le postcolonial a débordé bien vite les frontières disciplinaires de la littérature comparée pour donner naissance à quantité d'approches dont l'une des plus connues est celle des études sur les groupes subalternes, dites *subaltern studies*, auxquelles Lionel Baixas, en colloque, a fait référence à propos de l'Inde².

1 – Conférence publiée dans le numéro 5 de *Transcontinentales*, sous le titre « Paradigmes de la mémoire », p. 139-147.

2 – Voir dans ce volume l'article de Lionel Baixas, p. 80 et suivantes.

En France, ces études ont été méconnues pendant plus de vingt ans. Il faut dire que les *cultural studies* dont elles sont proches n'étaient pas mieux traitées : les noms de Stuart Hall ou de Paul Gilroy n'étaient familiers qu'à quelques-uns, leurs écrits étaient peu enseignés et pratiquement pas diffusés³. Les premiers travaux sur le postcolonial en milieu francophone ont été faits par des Anglais et des Australiens : la « paxtonisation » de la mémoire⁴ n'a pas touché que la période de Vichy...

La mise en récit public des expériences liées à la colonisation a été longtemps retardée et laissée aux historiens qui se sont donné le passé comme objet. Ceux-là ont travaillé. Il est faux de dire qu'il n'y a pas eu d'études sur la colonisation. Mais l'évocation du passé colonial restait dans le cercle des spécialistes et n'était pas objet de débat public. Les études menées ne répondaient pas à des besoins sociaux immédiats, notamment aux besoins des professeurs d'histoire du secondaire, démunis devant les demandes de nouvelles générations d'élèves.

Aujourd'hui, la demande d'histoire et de mémoire coloniales est plus forte que jamais. Elle se manifeste dans le conflit et sur le mode du conflit. Cela étonne beaucoup nos collègues étrangers qui ont de la peine à comprendre pourquoi il reste si difficile de faire admettre aux Français qu'il s'agit d'un enjeu majeur des sciences sociales et du débat politique. Le processus de disqualification dont parle Marie-Claire Lavabre fonctionne à grande échelle. Le postcolonial est vilipendé à la fois comme objet scientifique et comme phénomène social. Dans le registre politique, il lui est reproché d'entretenir la « victimisation », la guerre des mémoires, l'enfermement dans une logique binaire (« nous » et « eux »), le communautarisme, l'abus de repentance. Dans le registre théorique, le postcolonial est rejeté comme émotionnel, irrationnel, impossible à construire méthodologiquement. Foncièrement, le milieu académique reste très défensif et craint la traduction de la revendication mémorielle en plateforme politique.

Il est vrai que l'on est au tout début de quelque chose et que la construction du postcolonial comme objet scientifique se heurte à des difficultés épistémologiques. Mais la frilosité des universitaires et du monde politique, et la difficulté d'avoir un espace public de discussion pour construire cet objet, n'aident pas à avancer. L'entreprise a commencé, mais elle reste difficile.

Pourquoi cette frilosité française ? Les facteurs explicatifs sont nombreux et de nature diverse. On évoquera pêle-mêle les conditions douloureuses de la décolonisation, en Algérie particulièrement ; le conservatisme des institutions de recherche et

3 – Quatorze essais de Stuart Hall, figure de proue des *cultural studies* britanniques, ont été récemment traduits en français : Stuart Hall, *Identités et cultures. Politiques des cultural studies*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007 (édition par Maxime Cervulle). Paul Gilroy, sociologue à la London School of Economics, a publié entre autres *There Ain't no Black in the Union Jack : the Cultural Politics of Race and Nation*, Hutchinson, 1987 (réédité aux Presses de l'Université de Chicago, 1991) et *After Empire : Multiculture or Postcolonial Melancholia*, Londres, Routledge, 2004. (NDLR)

4 – Référence au travail pionnier de Robert Paxton, historien américain, qui publie en 1972 *Vichy France : Old Guard and New Order* (dernière édition : Columbia University Press, 2001), traduit dès l'année suivante sous le titre *La France de Vichy 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973. (NDLR)

le poids des clivages disciplinaires ; un certain antiaméricanisme et le peu de succès de la *French Theory* qui a irrigué les *postcolonial studies* anglophones à leurs débuts⁵.

Mais la raison principale en est que le postcolonial insiste sur des lignes de clivage que l'on répugne à reconnaître en France. En effet, l'approche postcoloniale conduit à introduire la question raciale dans l'analyse de la pratique coloniale ; à introduire les discriminations ethniques dans l'analyse des inégalités sociales. Et cela, en France, n'est pas accepté. Le postcolonial se heurte au refus de lier la question sociale (les inégalités) et les questions d'identité ethnique et, disons le mot, raciale. La tendance à penser les rapports sociaux uniquement sous l'angle des rapports de classes reste prédominante.

Pourquoi la revendication mémorielle explose-t-elle maintenant ? Je rejoins ici ce qu'a dit Dominique Wolton dans ce colloque en parlant des migrations : on a vu arriver sur le sol de la métropole des individus et des groupes qui portent une mémoire coloniale, des souvenirs, parfois des rancœurs, mais surtout, un formidable espoir. Ils trouvent sur notre sol une politique incroyablement discriminatoire et vexatoire, qu'il s'agisse du droit de résidence, du logement, de l'emploi. La tentation est forte de faire le lien entre ce qu'ils vivent aujourd'hui et ce qu'ont vécu leurs ancêtres. Ce lien est clairement établi par le *Manifeste des Indigènes de la République*.

Par ailleurs, le phénomène générationnel est déterminant. Au renouvellement des générations chez les acteurs sociaux (des jeunes qui rompent avec le silence et la résignation de leurs parents, qui ont soif de savoir qui était qui, qui a fait quoi, de connaître leur histoire à côté de celle – assez franco-française – qu'on leur enseigne) s'ajoute le renouvellement des générations chez les chercheurs, dont certains ont une histoire coloniale, la revendiquent et participent d'une mémoire militante, tandis que d'autres considèrent le postcolonial comme un objet scientifique important, légitime, et socialement nécessaire.

Le phénomène de décalage dont parlait Marie-Claire Lavabre est patent. L'émergence du postcolonial dans la sphère sociale et l'émergence du postcolonial dans la science se font à des rythmes différents. Contrairement aux *postcolonial studies* anglophones qui sont nées dans les milieux universitaires, la demande d'études postcoloniales en France est venue des acteurs sociaux. Quel que soit le phénomène déclencheur privilégié – la marche des Beurs, la célébration du centenaire de l'abolition de l'esclavage, la loi sur le voile – on voit la société en avance sur le monde politique et sur la science. Certes, le concept et la problématique ne sont pas construits. Certes, la définition du postcolonial et ce qu'il est censé expliquer sont encore matière à débat. Certes, la controverse est forte sur les continuités et discontinuités du fait colonial dans les institutions, les représentations, les imaginaires. Certes, les problèmes de méthode restent immenses sur la mise à jour de l'impensé colonial, sur le travail de dévoilement (avec quelles sources, quelles vérifications empiriques?). Il n'en demeure pas moins que la demande sociale s'impatiente et qu'il faut y répondre.

5 – Voir François Cusset : *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze et Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2003.

Le phénomène d'occultation, de silence, de non-transmission de la mémoire a duré trop longtemps. Il a créé un vide dans lequel peuvent se construire tous les fantasmes et les réinventions imaginaires. Pour reprendre les catégories de Marie-Claire Lavabre, le retour de la mémoire coloniale en France est à la fois un enjeu, une revendication et une ressource.

Un enjeu : Il faudrait évoquer les relations avec les pays issus de l'ex-empire français. Cet enjeu intéresse la politique étrangère. Je n'en parlerai pas ici, mais je rappelle que la question du passé colonial resurgit à la moindre difficulté. On l'a vu récemment en Côte-d'Ivoire, puis au Tchad. S'agissant de ce qui se passe en France, hexagone et territoires d'outre-mer, le retour de la mémoire coloniale est directement lié aux discriminations subies par les Français d'origine arabe et africaine. Dans sa forme la plus radicale, le retour de la mémoire coloniale s'accompagne d'une remise en cause de la République : parce que la colonisation et l'esclavage autrefois, les discriminations aujourd'hui, montrent le fossé qui sépare l'idéal républicain des réalités politiques et sociales vécues par une partie de la population française, le modèle républicain est récusé. L'enjeu politique du postcolonial est la reconnaissance de la diversité qui constitue la France, c'est le statut de l'altérité et avec lui le modèle républicain d'intégration.

Une revendication : Le phénomène mémoriel est revendiqué comme tel. La revendication mémorielle participe de la quête de l'estime de soi. Elle touche à l'histoire du rapport à soi autant, sinon plus, qu'à l'histoire du rapport avec l'autre. Cette demande de reconnaissance mémorielle est le contraire du repli sur soi et du communautarisme. Elle participe au contraire d'une volonté d'inscription dans le récit national, ce dont a témoigné de façon éclatante le film *Indigènes*⁶ et l'accueil qui lui a été réservé.

Une ressource : Si les militants de la mémoire coloniale revendiquent une inscription propre sur la scène nationale fondée sur l'origine, c'est parce qu'il y a un combat à mener contre les discriminations et les inégalités. La revendication mémorielle est une des modalités de la lutte.

En conclusion, la construction d'une mémoire et l'instrumentalisation du passé doivent être distinguées. Construire une mémoire coloniale ne signifie pas nécessairement entretenir une guerre des mémoires ni exiger une quelconque repentance. Pour autant, le résultat n'en sera pas nécessairement la « mémoire heureuse » dont parlait Ricœur. Tout au plus une mémoire apaisée née de la construction commune d'une histoire partagée dans un effort de mise en relation des souvenirs et d'interpénétration des consciences. C'est du vivre ensemble qu'il s'agit.

6 - Film de Rachid Bouchareb, sorti en 2006, sur les engagés venus de l'Empire colonial pour combattre en France occupée en 1943. (NDLR)